

RASSUREZ-VOUS:
OU
E X A M E N
D E
L' O U V R A G E
INTITULÉ
DE L'ÉTAT DE LA FRANCE,

AU MOIS DE MAI 1794.

Publié par M. le C... de M...

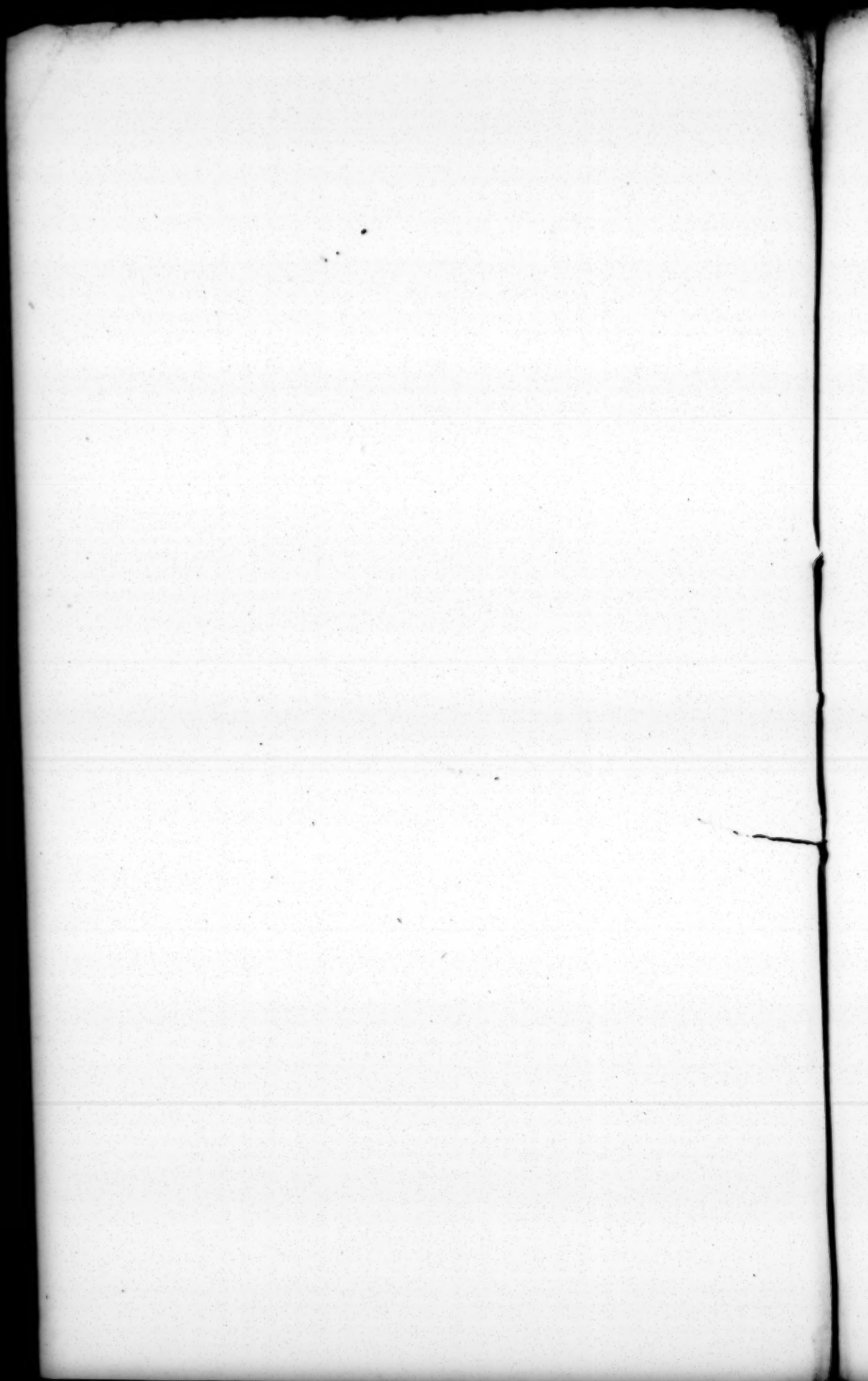


A L O N D R E S ;

Se trouve chez J. DEBRET, Libraire, Piccadilly.

Août 1794.

(2)



EXAMEN

DE

L'ÉTAT DE LA FRANCE.

CET Ouvrage est publié dans des circonstances trop critiques, il renferme des renseignemens qui ont trop de rapport avec ces circonstances, & l'Auteur lui-même est si intéressant, par les dangers auxquels il a eu le bonheur d'échapper, qu'il étoit impossible de ne pas donner à sa lecture une attention toute particulière.

La discussion dans laquelle nous allons entrer, n'est pas une critique. M. le C... de M..., à peine remis de l'étonnement, & de la fatigue de sa fuite heureuse, n'a pas voulu différer d'un moment l'attente du Public, sur les choses curieuses qu'il avoit à lui communiquer. Nous croyons pouvoir prendre sur nous de l'en remercier, & nous

flatter d'avance qu'il ne verra dans notre travail, que le désir de concourir avec lui dans ses vues, en mettant sous les yeux des Puissances alliées, & du Public, des détails qu'il est si important, pour le repos du genre humain, d'exposer avec ordre & clarté.

Rien n'est plus alarmant que le début de l'Auteur.

“ La Convention, après avoir épouventé
 “ si long-temps le peuple, s'en fera ref-
 “ pecter, si cette année la voit encore résis-
 “ ter, c'est-à-dire, repousser les Alliés des
 “ extrémités de la France.”

Affurément Robespierre doit peu s'inquiéter du respect qu'on aura pour lui, à la manière dont il fait se faire craindre. Mais ce terme seroit-il donc arrivé ? On a bien plus fait que repousser les Alliés des extrémités de la France ; les armées de la République sont en Brabant, & cette victoire n'est certainement pas une de celles “ dont Barrère *
 “ dit qu'il ne parlera pas.” Le peuple va

donc respecter la Convention ! “ ce peuple†
 “ qui manque de tout, à qui l’on arrache
 “ des mains son pain, son beurre, ses œufs,
 “ & dont on pèse les moutons vivans, pour
 “ l’obliger à en rendre un compte indivi-
 “ duel !” On est toujours disposé à aimer
 ceux qu’on respecte, & il paroît difficile
 que les procédés de la Convention produi-
 sent l’un ou l’autre effet.

Au surplus, comment pourroit-on con-
 cilier ce sentiment de respect avec les dispo-
 sitions du même peuple, que l’Auteur dé-
 crit ainsi, page 62 : “ Si à la fin de la cam-
 “ pagne, *quels qu’en soient les succès*, le
 “ peuple seroit encore forcé d’épuiser ses
 “ moyens en faveur de ses tyrans, sans
 “ pouvoir en obtenir la paix, dont ils le
 “ flattent sans cesse, il ne craint pas de dire
 “ qu’il est impossible que le désespoir du
 “ repos ne produise une explosion décisive
 “ contre ces mêmes tyrans.”

D’après cela, si à la fin de la campagne,
 quels qu’en soient les succès, (& l’invasion

† Etat de la France, p. 79.

du Brabant n'en est pas un médiocre), le peuple n'obtient pas la paix, au lieu de respecter la Convention, il y aura une explosion contre ses tyrans : il ne faut donc pas s'effrayer du début de l'ouvrage dont il s'agit.

Notre intention étant de rassurer les esprits en fixant les idées, nous allons tout de suite rapporter un passage qui nous a paru bien plus alarmant, & qui cessera de l'être en le rapprochant de ceux qui l'expliquent.

On lit dans les Notes de l'Etat de la France, au bas de la page 78, que Robespierre disoit : " La crainte, l'or, & l'intrigue, " détacheront bientôt quelque Allié de cette " ligue formidable." Barrère est cité au même endroit pour avoir dit : " Ce ne sont " pas les revers que les Alliés éprouveront, " mais les fautes qu'ils commettront, qui " feront nos véritables succès. Nos plus " grandes victoires seront celles dont nous " ne parlerons pas."

Certainement ceci fait encore plus frémir que la menace du prétendu respect que le

peuple devoit avoir pour la Convention ; car, en vérité, une pareille révélation, faite au moment même où la conduite de quelques Alliés pourroit faire croire qu'elle est le résultat des menées de Robespierre, a quelque chose de terrible. Ce concours du plan dévoilé, & de son succès, est tout-à-fait frappant ; on seroit prêt à partager l'effroi du peuple François, si l'on ne connoissoit que ce seul propos de Robespierre : mais heureusement il lui en échappe d'autres ; & comme le dit fort bien M. de M..., les contradictions ne s'offrent jamais plus fréquemment que dans le moment des grands troubles populaires.

Robespierre a donc dit, à-peu-près dans le même temps, “ Qu'il falloit que la guerre
 “ fût terminée cette année, parce que la
 “ Guillotine & la Convention ne pouvoient
 “ aller plus loin.”

Il a dit ailleurs “ Qu'ils ne pourroient
 “ pas fournir une quatrième campagne ;
 “ que les ressources du Comité du Salut
 “ Public, quelque grandes qu'elles soient,

“ ne sont arrachées que par des moyens si
 “ violens, que leur continuité doit enfin
 “ les détruire ; que l'on n'obtiendra rien
 “ que par les supplices ; & que les moyens
 “ révolutionnaires doivent nécessairement
 “ détruire & anéantir le Comité de Salut
 “ Public.”

Personne ne soupçonnera Robespierre
 d'avoir tenu ces propos par commisération,
 & l'on ne peut douter qu'ils ne soient de lui ;
 car ils ont un caractère de férocité qui
 bouleverse le sang. Leur traduction litté-
 rale signifie, qu'à force de faire guillotiner
 du monde, il ne lui en restera plus assez pour
 alimenter ses armées ; & que si ce n'étoit
 là le cas, il continueroit, sans le moindre
 remords, à se servir des mêmes moyens.
 Voilà donc le terme auquel il est enfin par-
 venu ; il commence à craindre que les res-
 sources intérieures lui manquent ; & ce qui
 le prouve, c'est qu'il emploie l'or & l'in-
 trigue pour détacher quelque Allié de la
 ligue de l'Europe.

Ce

Ce n'est qu'avec une répugnance extrême que les âmes honnêtes croient à la possibilité de la corruption parmi les individus ; mais peut-on rien imaginer de plus révoltant que l'idée d'un moyen pareil appliqué à un Gouvernement quelconque ? Il n'est pas absolument hors du ressort de la justice de poursuivre & de punir les hommes que l'on peut convaincre d'avoir trahi les intérêts publics qui leur étoient confiés ; & le Public lui-même n'est pas sans espérance de réparation à l'égard du tort qui en a pu résulter pour ses intérêts. Il est rare d'ailleurs que la corruption d'un ou de plusieurs individus puisse toujours avoir une influence générale sur le bonheur public ; mais que pourroit-on penser d'un Gouvernement, dont les déterminations les plus essentielles ne seroient en elles-mêmes que l'effet de la corruption, que le prix de l'or offert par une nation ennemie ? L'or & l'intrigue, dit Robespierre ! assurément il faudroit une intrigue bien adroite pour persuader à un Gouvernement quelconque, qu'il peut gagner quelque chose à recevoir tout l'or imaginable d'un

autre Gouvernement qui auroit juré la destruction de tous, offert ses secours aux Peuples qui voudroient se révolter contre leurs Souverains, & promis des récompenses à ceux qui les assassinoient sur leurs trônes. Il n'est pas étonnant que des brigands usurpateurs soient prodigues de leurs propres crimes, & qu'ils emploient les seuls moyens qui leur restent pour prolonger le fléau de leur usurpation : mais qu'un Gouvernement quelconque puisse prêter l'oreille à des insinuations de ce genre, c'est ce qu'il n'est pas donné à des particuliers éloignés des affaires, de pouvoir concevoir, & ce dont il est plus heureux de chercher à douter toujours. Le peuple ainsi trahi par son Souverain, n'a pas, comme le Souverain vis-à-vis de ceux qu'il emploie, l'espérance d'obtenir une réparation immédiate, & le mal qu'il en ressent est toujours sans remède. Au surplus, la perfidie des Jacobins est assez connue pour que l'on puisse assurer d'avance, que ceux qui se laisseront corrompre par eux, seront aussi les premiers trahis par eux. Ils peuvent comme le Loup

de la fable, se travestir dans leurs habits, & dans leurs promesses ; mais leur morale est trop connue.

Quiconque est loup, agisse en loup ;
C'est le plus certain de beaucoup.

Les Alliés étant ainsi bien avertis, Robespierre peut à loisir prodiguer son or. Son trésor, le fruit de tant de déplorables infortunes, est de la nature de ceux dont on suppose qu'il voudroit réparer les pertes. Il s'épuise, & ses vides ne se remplissent plus par l'effet de la circulation. S'il prévoit (avec douleur sans doute) le terme auquel il n'aura plus personne à guillotiner, on peut prévoir aussi que ses corruptions amèneront bien plus tôt celui auquel il ne pourra plus corrompre.

Mais que ces réflexions ne nous entraînent pas au-delà de notre but. Robespierre veut corrompre des Alliés ; on croit qu'il y a réussi, parce qu'on ne fait pas toujours la vraie cause des événemens politiques dans le moment où ils arrivent ; on craint que Ro-

Robespierre ne soit trop puissant. Mais c'est que Robespierre lui-même craint de perdre son pouvoir ; il ne faut pas séparer ces deux idées : il veut suppléer à des crimes, désormais stériles dans la République, en en faisant commettre d'équivalens aux siens, par des Puissances étrangères ; car on ne pourroit pas donner une moindre qualification à la désertion d'aucun des Alliés. Mais est-il vraisemblable qu'il y puisse réussir ? La suite de cet examen pourra compléter les preuves que nous avons déjà données, qu'il le tenteroit en vain, en prouvant ce que nous venons d'annoncer, que Robespierre est au moment de perdre son pouvoir.

Nous allons continuer l'examen du surplus de l'ouvrage de M. de M..., en nous conformant à la marche dont nous venons de donner un exemple. Elle nous a été indiquée par les doutes que nous avons remarqués dans l'esprit des lecteurs attentifs, & par les conséquences fâcheuses que les lecteurs prévenus ne manquent jamais de tirer en faveur de leurs opinions respectives,

des passages isolés qui ont l'apparence d'y avoir rapport.

Les affaires de France sont, depuis trop long-temps, l'objet de toutes les conversations, parce qu'elles sont malheureusement le prognostique de tous les intérêts. Nous allons rappeler succinctement les diverses manières dont elles y sont traitées, afin de faire mieux sentir en quoi l'ouvrage de M. de M... se rapporte avec les opinions répandues dans le monde : ce rapprochement pourra servir à déterminer le degré de lumières qu'il y ajoute.

On a dit assez généralement que le système de guerre adopté par les Alliés étoit mauvais, parce qu'il les privoit des ressources qu'ils auroient trouvées dans l'intérieur même de la France ; qu'il n'y avoit rien à espérer que d'une descente sur les côtes, & des secours accordés à la Vendée ; enfin, que la conduite qu'on avoit tenue à l'égard des Princes François, avoit fait penser à la masse de la Nation qu'on ne vouloit que la

conquérir, & que de cette opinion résultoit l'inaction des provinces.

Système de la Guerre, & Ressources de l'Intérieur.

Nous allons suivre actuellement M. de M..., & nous commencerons par le système de la guerre. Il fait un résumé très-frappant, page 29, de tout ce qui a été dit à ce sujet : il prétend que les Jacobins ne cessent de dire au Peuple que les Alliés font la guerre aux Royalistes aussi bien qu'aux Jacobins ; qu'ils veulent démembrer la France ; que ces orateurs en donnent pour preuve l'incendie de Toulon, dont le sort a arrêté l'impulsion qui avoit été donnée aux villes environnantes, par sa première démarche : que rien n'anime plus le Peuple que ces discours ; qu'il se persuade alors que la guerre est nécessaire, ne voyant plus dans les Alliés que des barbares dévastateurs, qu'il faut repousser en commun (p. 45).

L'effet prétendu que produisent ces discours ne paroît-il pas un peu contradictoire

avec les dispositions de ce Peuple, qu'on nous a dépeint si épuisé, & si avide de repos, qu'il sacrifieroit même des succès, au bonheur de jouir de la paix.

La contradiction ne devient-elle pas encore plus frappante, lorsqu'on lit (p.79) que les Commissaires délégués dans les provinces ont ordre de faire croire au Peuple que les *Souverains respectent & reconnoissent les Députés de la Convention*. Ainsi, d'une part, on dit au Peuple que les Alliés font la guerre aux *Royalistes & aux Sans-culottes, aux principes & au territoire* ; ce qui l'anime infiniment : & ensuite, on lui dit, (ce qui devroit le calmer beaucoup, & lui faire espérer une paix prochaine), que les Alliés respectent les Députés, & par conséquent les principes.

S'il étoit vrai que ce fussent ces discours qui fissent agir le Peuple, ou qui dirigeassent son opinion, ils ne feroient que confirmer davantage ce qu'on a toujours pensé sur son inconséquence ; mais ce sont moins ses dé-

terminations qu'il est important de connoître, que celles de ceux qui le font agir.

Paris étant, comme le dit M. de M... l'atelier immense où se fabriquent l'opinion, les armes, & les crimes de la République, nous allons examiner si réellement nous y trouverons des traces de l'effet que ces discours contre les Alliés y produisent. Il y a dans Paris une armée de cent trente-fix mille hommes ; cette force nous paroît énorme, & nous ne concevons pas par quel motif elle a été portée progressivement à un aussi grand nombre. Nous prions même les personnes qui peuvent être mieux informées que nous, de se rappeler si jamais il y a eu soixante mille hommes armés dans Paris, y compris les gardes nationales. Au surplus, on prétend que le peuple, dans les républiques, aime le coup-d'œil des armées, parce qu'il y voit sa propre force, & la protection d'un sentiment commun. Si nous voulons savoir quel est ce sentiment commun, l'on nous dit (page 21), que le Comité de Salut Public craint l'armée ;

3

qu'il

qu'il la ménage, parce qu'il fait qu'à *la vue d'un grand événement*, la partie la plus saine de cette garde nombreuse se porteroit contre lui. Si nous voulons savoir quel est le sentiment du Peuple, on peut être certain qu'il est fidèlement représenté par ce genre de Comités Révolutionnaires qu'on appelle Sections ; & nous lisons, page 83, que leur majorité se tourneroit contre le Comité Dictateur, *si un changement essentiel dans les choses, invoqué de toutes parts, étoit annoncé par une protection très-forte dans les moyens*. Voilà donc la vraie disposition des esprits ; le Peuple & l'armée n'ont qu'une même opinion ; cette armée est forte de cent trente-fix mille hommes, & elle attend de grands événemens, elle attend une protection très-forte dans les moyens, pour faire connoître cette opinion !

Si nous portons nos regards vers les provinces, nous voyons (p. 55) que l'Artois, la Picardie, la Bretagne, la Normandie principalement, invoquent de toute part un nouvel ordre de choses ; que la Normandie ou-

vrira ses ports à la première escadre qui s'y présentera ; qu'elle se ralliera toute entière aujourd'hui au premier drapeau blanc qui flottera sur les côtes, si elle peut espérer une protection véritable ; mais qu'elle ne préviendra pas d'un instant les secours qu'elle implore.

Voilà donc quatre des plus grandes, des plus peuplées, des plus riches, & des plus avantageusement situées des provinces de la France, qui invoquent un nouvel ordre de choses : on pourroit en dire autant de presque toutes ; mais les dispositions de celles-ci étoient plus intéressantes à connoître, à cause de leur situation.

Si ces provinces n'attendoient que la vue d'un drapeau blanc ; si elles n'attendoient qu'une déclaration forte en faveur de leur religion, & de leur Roi, une province plus méridionale sur les mêmes côtes a eu le courage de se présenter avec l'une & avec l'autre, devant les murs de Grandville. Une force de plus de quatre-vingt mille

hommes a percé ainsi jusques dans la Normandie ; le Peuple pouvoit alors faire plus qu'invoquer un nouvel ordre de choses ; il pouvoit se joindre aux Royalistes. Mais, dira-t-on, les forces n'étoient pas assez grandes ; ces troupes n'étoient pas régulières. Telles qu'elles étoient, & telles qu'elles sont encore, elles ont cependant fait des prodiges ; & dans leur excursion courageuse, elles n'ont rencontré que des gens sans énergie, accablés par la terreur : il semble enfin que, frappées des mêmes impressions, en arrivant dans les mêmes lieux, elles aient été empressées de se retirer sur leur territoire, & leur retraite n'a pas été moins glorieuse que leur excursion. Les habitans des provinces de l'ouest n'ont donc fait aucun mouvement en faveur de leurs propres concitoyens, qui s'avançoient à eux chargés des lauriers les plus florissans ; & cependant, ils invoquent aujourd'hui des secours étrangers !

Nous voyons donc dans Paris une armée de cent trente-fix mille hommes, bien disciplinée, bien armée, & ayant à sa dispo-

sition des munitions de guerre de toute espèce, qui attend la *vue d'un grand événement* pour se déclarer contre le Comité de Salut Public : &, dans les provinces de l'ouest, celles dont on devoit le plus espérer à cause de l'avantage de leur situation, des dispositions très - incertaines ! Car, d'une part, elles ont été infructueusement mises à l'épreuve par la Vendée ; &, en second lieu, M. de M... dit, positivement, qu'elles ne préviendront pas d'un instant les secours qu'elles implorent.

Quel fera donc ce grand événement, ou, que doit-il être ? Que doit-on entendre par *ce changement essentiel dans les choses, annoncé par une protection forte dans les moyens ?*

En voici l'explication que nous trouvons dans le même ouvrage. Il y est dit, " Qu'à
 " moins d'un grand succès de la part des
 " Puissances alliées, qu'à moins d'une ex-
 " plosion dans le sein de l'Assemblée, ou à
 " Paris, (& qu'aucun Membre n'annonce
 " ni caractère, ni moyens, pour le faire

“ espérer), on ne doit s'attendre à aucun
 “ grand changement intérieur, favorable
 “ aux Puissances de l'Europe : qu'il de-
 “ viendrait presque impossible, si le Comité
 “ de Salut Public les forçoit à faire la paix.”

Ce qui veut dire littéralement, que, si
 les Alliés ne sont pas vainqueurs, ils seront
 vaincus ; mais que, s'ils ont des succès, il
 se fera des changemens en leur faveur !

Quels résultats, sur les ressources de l'in-
 térieur, pouvons-nous donc tirer de tous
 les détails qui précèdent ? Nous avons vu
 que des discours, absolument contradictoires,
 sont mis en avant pour émouvoir le peuple :
 nous avons vu que des forces formidables
 craignent de se déclarer contre un Comité
 de Salut Public, & attendent la vue d'un
 grand événement ; & nous trouvons enfin
 que ces grands événemens seront les grands
 succès des Alliés !... Si donc on désigne aux
 Alliés quatre provinces de la France, de pré-
 férence à toutes les autres, c'est parce que,
 étant maritimes, il semble qu'elles soient

plus favorables à leur accès : &, en dernière analyse, tout ce que l'on vient de lire, se réduit à leur dire : Soyez vainqueurs ! faites des descentes sur les côtes ; mais soyez les plus forts, car on ne vous préviendra pas !

Des offres de ce genre ne dispenseront donc pas les Alliés de calculer la sagesse de leurs entreprises, & la possibilité de leur exécution, d'après les règles ordinaires de la guerre, quoiqu'on leur ait insinué qu'on devoit s'en écarter dans des circonstances aussi extraordinaires ; & leurs moyens d'exécution doivent être indépendans des ressources de l'intérieur.

L A V E N D É E.

Ces ressources de l'intérieur sont-elles cependant toutes d'une nature aussi précaire, & ne peut-on réellement faire aucun fonds sur l'intrépidité des habitans du Poitou, qui se sont immortalisés sous le nom de la Vendée ? Nous allons entrer dans le détail des

renseignemens que donne, à cet égard, M. de M... Il les dépeint comme des francs & purs Royalistes, dont les progrès ont été circonscrits dans leur propre territoire, parce que, par leur langage, ils sont étrangers à toute espèce de nouveauté quelconque ; au lieu que les Départemens leurs voisins, étant infectés de la Démocratie Constitutionnelle, ou du moins, tenant par calcul à la restauration de cette Constitution, ils n'ont pu s'allier avec eux.

Nous trouvons ici un point à éclaircir avant d'avoir à examiner les ressources de la Vendée en elle-même ; c'est celui qui représente les Départemens voisins de la Vendée comme constitutionnels, & comme y tenant par calcul : si cela étoit vrai, les secours qu'on pourroit porter dans la Vendée, auroient encore cette chance de moins sur les espérances que l'on peut fonder sur les ressources de l'intérieur. La Bretagne, qui est un de ces Départemens voisins, a cependant été comprise, par M. de M..., au nombre de celles qui implorent un nou-

vel ordre de choses. Il dit, à la vérité, page 33, que tout ce qu'il y a de gens sensés reconnoissent que cette Constitution, plus démocratique que monarchique, est la cause des malheurs de la France. Il dit aussi, p. 35, que le Comité de Salut Public craint plus les Constitutionnels que les Royalistes, & qu'on ne leur fait pas de grace, parce ce que c'est vers eux que les rassemblemens seroient les plus faciles à faire ; ce qui paroît contradictoire : car comment pourroit-on se rallier à un parti que l'on auroit reconnu comme étant la source des maux dont on cherche à se soulager ? Nous voilà donc encore retombés dans l'incertitude sur les motifs, si toutefois nous voulons nous en tenir aux renseignemens que nous discutons. Cependant M. de M... ajoute, page 36, que l'excès du malheur sous lequel gémissent tous les François, *autres que les satellites & les agens de la Convention*, leur fera mettre beaucoup plus de prix aux moyens quelconques employés pour les en délivrer, qu'à leurs préjugés, ou à leurs opinions constitutionnelles.

Mal-

Malheureusement, nous sommes encore forcés de dire que ceci, bien analysé, ne signifie rien ; car les satellites & les agens de la Convention sont précisément ceux qui ont la guillotine à leurs ordres, & qui sont si nombreux, qu'on en trouve par-tout : quant aux autres, *ils sont accablés par le malheur, & leur désespoir est comprimé par la terreur.* Quant au surplus du tableau, il laisse à penser que si le Peuple avoit la force de se révolter, il le feroit ; mais que si cette force lui étoit encore laissée, il n'est pas bien sûr qu'il n'en fit usage pour essayer de faire prévaloir quelque système sur un autre. Nous pensons donc qu'il est assez inutile de s'informer aujourd'hui de l'opinion des provinces ; la lassitude & la terreur sont les résultats les plus clairs que nous avons eus jusqu'à présent, & chaque pas que nous faisons nous le confirme encore plus. Ce n'est donc pas la différence d'opinions qui a circonscrit la Vendée dans l'étendue de son territoire.

Venons aux effets que produiroient les secours qu'on pourroit accorder à la Vendée.

E

“ Il n'est pas douteux,” dit M. de M...;
 “ que de grands secours accordés à la Ven-
 “ dée, auroient ralliés, & rallieroient en-
 “ core les hommes incertains dans leurs
 “ principes. Mais n'ayant plus qu'une
 “ pensée, qu'un sentiment, celui d'échapper
 “ à la tyrannie, il n'est pas douteux que
 “ les succès de la Vendée, *si elle en avoit*
 “ *bientôt*, ne fussent décisifs ; mais il faut
 “ qu'ils soient prompts..... Un Prince
 “ François peut seul leur faire faire de
 “ grandes conquêtes.”

Que nous offre ce renseignement ? Des
 hommes encore incertains dans leurs prin-
 cipes, qui ont besoin d'échapper à la ty-
 rannie, & qui se rallieront à la Vendée ;
 mais ne manquons pas de remarquer que,
 pour qu'ils s'y déterminent, il faut que de
 grands secours soient accordés, & que de
 grands succès soient remportés : ce rallie-
 ment par conséquent ne sera pas d'une
 grande ressource pour ceux qui porteront
 des secours, puisqu'il n'aura lieu qu'après
 le succès. Mais il ne suffit pas que les se-
 cours soient grands & prompts : tout cela

ne feroit rien, *si un Prince François ne les commandoit.*

Il est impossible de ne pas reconnoître à ce dernier vœu l'expression des sentimens d'un Gentilhomme qui, parlant au nom de la Noblesse de France, laisse échapper sa douleur sur une trop longue séparation d'avec ses Princes, & qui, dans l'amertume de ses regrets, douteroit même du pouvoir de sa valeur, s'il ne la déployoit pas sous un Général qui fût du sang de ses Rois. Les plus grands malheurs de la France, il n'en faut pas douter, ne proviennent que de cette affreuse séparation que les chefs de la Révolution Constitutionnelle ont eu l'art de favoriser rendre nécessaire, en protégeant, on peut même dire, en encourageant le prélude des crimes, dont les premiers essais ont été faits dans le Palais du Roi.

Le conseil que donne ici M. de M..., (non pas d'après ses communications avec Robespierre) tendroit donc à opérer cette réunion puissante & si désirable ; elle seroit

la fin de la Révolution : mais arrêtons-nous un moment. Ce n'est pas comme Princes seulement que les Bourbons avoient des droits à être employés, mais comme bons Généraux ; &, sous ce rapport, ils ont au moins autant de droits à être consultés. Quant à la disposition des esprits à leur égard, dans l'intérieur de la France, elle est aussi cachée que le sont toutes les autres ; elles sont comprimées par la terreur. Personne ne se rendra garant, vis-à-vis des Alliés, que vingt mille hommes commandés par un Prince François feront disparaître cinquante mille Républicains. Ce dernier moyen ne dispense donc pas de la nécessité de fournir un grand secours, & sur-tout de celle de remporter des succès. Tout ce que nous venons de voir, relativement à la Vendée, se réduit donc, comme à l'égard des autres provinces, à dire aux Alliés : Soyez les plus forts, soyez vainqueurs de quelque manière que ce soit, & tous les partis se réuniront à vous, après la victoire, de préférence aux tyrans dont on est las.

Mais qu'importe aux Alliés qu'il subsiste dans l'intérieur de la France une propension quelconque à oublier les querelles de parti, & à tout sacrifier au besoin du repos, si, dans le fait, on en agit dans les combats avec autant d'acharnement, que si les armées se battoient pour le vœu général. Il n'en faut pas moins repousser des soldats que l'on a rendus plus féroces que les sauvages même, & effuyer les horreurs d'une guerre plus cruelle que toutes celles qui se sont passées depuis la civilisation des peuples.

On doit donc regarder comme démontré, d'après tous les renseignemens que nous venons d'analyser, que l'on ne doit rien espérer des ressources de l'intérieur. Ces résultats sont conformes à l'état moral de tous les esprits, & à la cruauté des moyens employés par les Jacobins. *Ces grands changemens* désirés par ceux qui invoquent les Alliés, ne pouvant être que les fruits de la victoire, c'est à eux à considérer dans leurs Conseils, ce qui doit le plus probablement la leur procurer. Ils connoissent de-

puis long-temps les talens & la bravoure des Princes & de la Noblesse de France ; c'est parce que leur appui manque aux François, que les Puissances espèrent que ce pays ne sera pas invincible. Ce n'est qu'à l'absence des Officiers de la Marine Royale que l'on peut attribuer les fautes d'art commises dans le combat naval du 1^{er} Juin dernier, sans que cela diminue en rien la gloire dont s'est couverte l'Escadre Angloise, parce que, en fait de courage, on ne peut nier que le désespoir avec lequel se battent les Républicains, ne porte aux dernières épreuves celui de leurs adversaires.

Nous ne saurions trop insister sur la nécessité dans laquelle nous pensons que sont les Alliés, de faire toutes leurs dispositions, indépendamment de ce qu'on a jusqu'à présent entendu par les ressources de l'intérieur. Si nous devons en croire ce qui a été rapporté des précédentes campagnes, il sembleroit que leur propre expérience les a suffisamment avertis. Ainsi, quels que soient les plans qui seront proposés aux

Alliés, quelles que soient les démarches qu'ils se détermineront à suivre, il paroît que ce seroit en vain que l'on espéreroit opérer une désertion dans les troupes de la République, ou du moins, qu'il faut faire ses préparatifs pour les réduire par la force, & non par la séduction. Il avoit été question de ces désertions à l'égard de Toulon, avant que des circonstances, difficiles à expliquer, obligeassent à l'évacuer. C'est sur quoi M. Maitland s'est expliqué d'une manière très-satisfaisante, dans la Chambre des Communes, lorsque cette question y a été discutée. Il a donné les véritables raisons pour lesquelles la désertion n'a pas eu lieu, malgré le vœu connu d'un grand nombre de soldats & d'officiers. On a l'art de distribuer ceux dont on se méfie, de manière que tous ces hommes réunis sont cependant inconnus les uns aux autres ; qu'ils craignent de dévoiler leurs sentimens, de peur de se fier à des traîtres ; que des émissaires sont répandus parmi eux pour leur tendre des pièges ; que les avant-postes sont surveillés avec le même soin ; en sorte que, n'ayant pas

à balancer entre le combat & la guillotine, le premier parti leur offre le plus de chances en faveur de la prolongation de leurs jours *.

Si nous voulons achever d'examiner dans l'ouvrage de M. de M..., tout ce qui a rapport aux ressources de l'intérieur, & tâcher de trouver enfin, dans la disposition des esprits, quelque base sur laquelle on puisse compter, nous choisirons le portrait de Robespierre ; il n'y a personne qui ne l'ait lu avec horreur. En voyant qu'il est aujourd'hui l'ame de la révolution, que les armées lui sont soumises, que les membres les plus redoutables de la Convention ne sont que ses secrétaires, & que le sort des affaires dépend absolument de son existence, on devoit présumer que si quelque événement en disposoit, ce seroit une circonstance
qui

* On peut se procurer la preuve de ce qu'a dit M. de Maitland, par deux ou trois déserteurs de l'armée du Nord, qui sont à Londres, dont l'un a été huit mois à attendre une occasion favorable ; encore n'a-t-il pu déserter que parce qu'il étoit dans les hussards : il le regarde comme impossible pour l'infanterie.

qui en changeroit la face. M. de M... assure au contraire, que lui & quelques autres seroient guillotisés, que cela n'y changeroit rien ; que *l'esprit de la Révolution lui survivroit, parce que la force est acquise au sans-culottisme*. Si telles sont les dispositions des esprits ; s'il faut prendre pour certain que ce sont là les ressources de l'intérieur, il faut convenir que non-seulement elles sont peu encourageantes, mais que même on ne fait à quoi s'arrêter sur l'idée qu'en donne la personne qui les a le plus fraîchement observées.

En effet, nous avons vu en premier lieu que, quoique la bonne volonté y soit, & que même tous les esprits soient réduits, par la fatigue, à n'avoir plus qu'un seul vœu, la terreur imprimée par Robespierre comprime tout ; & en second lieu, il se trouve que, si ce n'étoit pas Robespierre, & qu'il vînt à périr, l'esprit de la Révolution lui survivroit. M. de M... nous avoit prévenus sur toutes ces contradictions : ce n'est donc pas là ce qui fonde, ni ce qui doit en effet fonder le plus les espérances des Alliés. F

ETAT DE L'INTÉRIEUR.

Nous allons examiner ce qui doit être appelé *l'état de l'intérieur*, par opposition à ce qui a été appelé *ressources de l'intérieur*.

Population.—S'il faut prendre pour certains les calculs rapportés par notre Auteur, la Révolution a déjà coûté treize cent mille individus à la France; on pourroit y ajouter la différence en moins que les naissances éprouvent depuis cinq ans : près de soixante mille peuvent avoir été guillotines d'après les données de la même personne. On dit que les suicides sont si fréquens, qu'on n'y fait plus attention, & que les maladies sont considérables. D'après quoi l'on peut évaluer à douze cent mille la perte des armées, ce qui, dans trois campagnes, feroit quatre cent mille pour chaque. Si, comme le même Auteur le dit, le nombre effectif de soldats est de huit cent cinquante mille, on peut estimer, par ce rapprochement, jusqu'où pourront aller les efforts de la République.

Puisque nous en sommes réduits à la douloureuse nécessité de ne rien espérer que des victoires qui seront remportées par les Alliés, voilà des apperçus qui peuvent les encourager. Nous n'avons aucune base pour contredire, ou pour approuver ces calculs ; ainsi les laissant pour ce qu'ils sont dans l'ordre des vraisemblances, nous nous contenterons d'abord de les prendre pour un signe non équivoque du dépérissement considérable de la population de la République.

Agriculture.—Ce résultat nous mettra un peu en contradiction avec notre Auteur, qui dit, en parlant de l'Agriculture, “ Qu'elle
 “ a joui des encouragemens (page 37) que
 “ donnent des bras nouveaux.... ; que la
 “ population, encore assez forte pour le
 “ territoire, rend dans un instant aux campagnes, les hommes que les villes en ont
 “ reçus.”

Nous ne pouvons nous empêcher de paroître surpris en entendant dire que l'Agriculture ne manque pas de bras, & que les

villes lui restituent ceux qu'elles lui avoient enlevés. Les Décrets nous ont instruits beaucoup mieux ; & c'est d'après eux que nous pouvons conjecturer que l'agriculture est au moins en souffrance. Les derniers que nous avons lus sur ce sujet, mettoient en réquisition les hommes & les femmes des villes & des campagnes pour le travail des moissons ; c'est-à-dire, que ceux qui ordinairement offroient leurs bras aux agriculteurs pour hâter en peu de jours la rentrée de leurs moissons, ne se sont plus offerts cette année pour le même travail, soit par mauvaise volonté, soit parce qu'ils n'étoient plus dans le pays. Les journaliers sachant d'avance que les moissons étoient en réquisition pour les armées, & tout exténués encore par les longues souffrances d'une disette dont il n'y a peut-être jamais eu d'exemples, ne devoient avoir ni force ni volonté pour aller récolter des fruits auxquels ils n'avoient plus de droits, ni pour être les instrumens de l'abondance, eux que l'on condamne à ne connoître que la misère... En creusant davantage nos conjectures, nous nous con-

firmerons encore plus dans l'opinion, que les bras ne peuvent pas tarder à manquer à l'Agriculture ; & que les villes n'ont jamais remplacé ceux que lui ont enlevés les réquisitions. Tous les garçons de l'âge de 18 à 25, & de celui de 25 à 35, sont, depuis deux ans, l'aliment des armées.

Quand on a vu la répugnance avec laquelle ces rassemblemens se formoient, & les larmes abondantes qu'ils faisoient répandre dans les familles, on est moins surpris de savoir que ces malheureux finissent par se battre en désespérés, parce qu'on a vu plus haut qu'ils ne peuvent pas faire autrement, que d'entendre dire que le Comité de Salut Public feroit des émissions d'hommes comme d'affignats, quand on a été témoin de l'épuisement & du dégoût occasionnés dans les campagnes par les premières réquisitions. Il y a même des cantons où l'on n'a pas osé faire la seconde.

Quant aux villes, elles n'ont rien restitué à l'Agriculture ; c'est en leur faveur que

l'on a toujours sacrifié les campagnes. Tous ceux qui n'ont pas été commandés pour les frontières, ont composé les gardes nationales des villes, sont entrés dans les corps administratifs, dans les municipalités, ou dans les emplois innombrables, & bien payés, qui sont multipliés à l'infini dans chaque département, ou dans chaque district. Tous ces attraites qui sont si multipliés dans les villes, n'ont certainement opéré aucune restitution en faveur des campagnes ; car c'est ainsi que tout est calculé dans cette révolution cruelle & astucieuse : on égorge les propriétaires, & ensuite c'est l'appas du partage de leurs biens qui attache au système les soldats des frontières, ainsi que ceux qui se dévouent paisiblement dans les villes à l'exécution des ordres sangui- naires du Comité de Salut Public. Mais l'agriculteur isolé dans son hameau, ou dans sa chaumière, ne pouvant former aucun rassemblement qui soit dangereux, on l'oublie, ou on le persécute. Ce sont les villes qui impriment la terreur aux cam-

pagnes ; &, dans ces villes, il faut cependant rendre la justice à beaucoup de ceux qui ont l'air d'y applaudir à la Révolution, qui même acceptent des fonctions publiques, qu'ils n'agissent que par peur & pour leur fureté personnelle. Un seul Jacobin oblige une ville entière à agir en Jacobins.

Second fait, qu'il faut donc prendre pour bien établi ; c'est que le Comité *ne fera pas des émissions d'hommes aussi facilement que d'assignats*, comme le dit M. de M... ; que l'agriculture a perdu beaucoup de bras, & que les villes ne lui ont rien restitué.

Bestiaux.—Mais les hommes ne suffisent pas à l'agriculture ; il faut des bestiaux & des chevaux. Notre auteur dit (page 40) “ que la vérité oblige d'avouer que l'agriculture a à-peu-près la quantité de chevaux qui lui est nécessaire.” Personne, que nous croyons, n'a demandé de grace à l'auteur sur la vérité des faits dont il s'agit ; il se peut qu'il y ait à-peu-près autant de chevaux qu'il en faut pour l'agriculture,

parce qu'il y a deux ans il étoit ordonné, dans les réquisitions de chevaux, de laisser aux laboureurs leurs attelages, & il y en a même qui se sont complétés en prenant pour leur compte les chevaux de quelques particuliers qui vouloient conserver les leurs. Mais à supposer qu'il fallût seulement des chevaux pour l'agriculture ; depuis deux ans il n'y a plus eu ni foires ni marchés, dans lesquels il fût possible de réparer les pertes qui arrivent toujours dans le cours de plusieurs années : on a vu même des poulains de deux ans & demi, envoyés aux armées : ainsi, s'il y a assez de chevaux pour l'agriculture, c'est bien *à-peu-près*, pour ne pas dire *beaucoup*. Mais les bestiaux sont une partie bien plus importante de l'agriculture : un tiers de la France laboure avec des bœufs, & depuis long-temps on se plaint d'en manquer. La consommation des armées est effrayante ; elles sont approvisionnées régulièrement en viande fraîche ; & indépendamment du gaspillage qui accompagne un service aussi considérable, les soldats républicains sont très-difficiles à servir. Cette
consom-

consommation qui se fait toute entière à la circonférence, & les négligences ou la précipitation qui sont toujours à la suite des armées, sont cause que les tanneurs ne peuvent en obtenir les peaux ; que les autres dépouilles du bœuf, qui sont d'une ressource si étonnante pour les fabriques, sont aussi perdues ; & ces objets de première nécessité ne sont pas d'une légère importance.

L'agriculture souffre donc réellement, tant par le manque de bestiaux, que par le manque d'engrais qui en est la suite ; & les fabriques ne souffrent pas moins, quant aux articles qui en dépendent.

Les chevaux de postes dont notre auteur a aussi parlé, méritent une petite observation, sous le rapport de l'inexactitude seulement. On lit (page 40) que les postes elles-mêmes sont aussi abondamment pourvues, qu'elles l'ont toujours été, & que leur service n'a éprouvé ni interruption, ni lenteur.

Certainement on a mal informé M. de M... ; nous ne releverions pas cette petite



inexactitude, si notre amour pour l'exactitude ne nous y obligeoit ; car elle intéresse fort peu les Alliés. En effet, l'idée que tous les étrangers qui ont parcouru la France, ont conservée des chevaux de poste de ce pays, n'est pas propre à leur faire concevoir des craintes sur les renforts qu'ils pourroient fournir, soit à la cavalerie, soit à l'artillerie, soit aux charrois des armées ; ces renseignemens les feroit plutôt rire, qu'il ne leur donneroit à penser. Au surplus, ceux qui viennent de lire l'*Etat de la France*, se rappelleront qu'il y est dit, qu'il est impossible de voyager, à cause des entraves que l'on met aux déplacemens des citoyens qui sont encore libres, ou vivans ; qu'il y a vingt-deux mille prisonniers dans Paris, fix cents cinquante-trois mille prisonniers dans les Départemens ; cent mille guillotins : que tous ces malheurs sont tombés sur les plus riches ; qu'il n'y a plus de commerce..... Et qui donc pourroit vouloir voyager ? Les maîtres de poste seroient fort à plaindre, s'ils étoient aussi abondamment pourvus de chevaux que par le passé. La lecture des

journaux & des décrets, auxquels, à certains égards, on prête quelque attention dans ce pays, a laissé d'ailleurs le souvenir que toutes les avoines avoient été mises en réquisition pour les armées : on se rappelle que les maîtres de poste ont voulu quitter leur service ; qu'on les a contraints à le continuer, sous peine d'être taxés d'aristocratie, & conséquemment d'être guillotins. On se rappelle que des armées, & même des trains d'artillerie, ont voyagé en poste, & que ces prodiges de célérité ont écrasé les routes : on fait enfin que le peu de chevaux qui restent dans les postes sont dans un état de dépérissement qui fait pitié ; qu'ils meurent de fatigue & de faim ; qu'il ne reste dans chaque poste que ce qu'il faut pour conduire la malle, pour le service des missionnaires de la Convention, & pour transporter la guillotine d'un lieu à l'autre, suivant le besoin ; que les voitures de la malle sont d'une pesanteur affreuse, parce qu'elles sont remplies de ballots énormes de papiers ; que ces ballots sont les décrets, les rapports, & les instructions, que l'on envoie dans les

Départemens : quant aux missionnaires de la Convention, qu'ils ont pour signe de leur importance, un drapeau national fixé à l'impérial de la voiture ; qu'ils veulent aller aussi vite que des Princes, & qu'ils achèvent les pauvres chevaux en disant aux postillons qu'ils sont des aristocrates, puisqu'ils ne les mènent pas plus vite ; que ces privilégiés eux-mêmes sont souvent obligés d'attendre la moitié d'un jour à des relais, jusqu'à ce que les chevaux qui ont conduit ou la diligence, ou la malle, y soient de retour, & aient eu le temps de se rafraichir : que les diligences, ou voitures publiques, sont un autre genre de service que les chevaux de poste ont à faire, & qu'il se fait on ne peut pas plus mal ; qu'entre les points les plus distans de la capitale, la communication des lettres a éprouvé quelquefois plus de vingt-quatre heures de retard, & ainsi progressivement sur toute la route à parcourir, & qu'il n'y a plus rien de certain sur l'arrivée des voitures publiques. Mais que cela fait-il aux Alliés ? Ce qui est certain, & tout ce qu'il leur importe de savoir, c'est qu'il y a

encore assez de moyens pour que la Convention expédie ses ordres, & les fasse parvenir, plus ou moins vite, où elle veut ; qu'elle a bien senti l'importance de ce service par relais, & qu'elle a non-seulement sacrifié des sommes énormes pour qu'il ne manquât pas, mais que, pour s'attacher les maîtres de poste, elle a presque doublé le prix de chaque cheval, tandis qu'elle diminueoit injustement toutes les autres valeurs par sa loi du *maximum* ; qu'elle voudroit bien que les sommes qu'elle a consacrées à la réparation des routes, pût y être efficacement employées ; mais qu'elles sont dans un état affreux ; qu'il y a des entrepreneurs qui reçoivent les assignats décrétés pour cet usage, mais que l'on ne voit que quelques vieillards, des femmes & des enfans, qui y travaillent, ce qui ne produit pas un grand effet. On a donc eu tort de dire à l'auteur de l'*Etat de la France*, qu'il y avoit abondance de chevaux sur les grandes routes, & que leur service se fait bien.

Fabriques de Draps.—Le Comité de Salut Public se flatte qu'il pourra habiller la Na-

tion, jusqu'à la fin de 1796, avec le seul secours des Fabriques de Sedan, de Louvier, & d'Elbœuf. Si par la Nation il faut entendre l'armée, c'étoient autrefois les manufactures de Berry qui fournissoient le plus à l'habillement des troupes. Les fabriques de la Normandie & de la Champagne employoient beaucoup de laines d'Espagne, & même quelques laines que la contrebande Angloise leur procuroit ; au lieu que celles de Berry n'employoient que celles de France. Il n'est pas étonnant que les fabriques des plus beaux draps du monde soient aujourd'hui réduites à *servir la Nation* ; & nous ne discuterons pas au Comité de Salut Public la possibilité de faire habiller la Nation jusqu'en 1796.

N'avons-nous pas vu d'une part, que Robespierre craint de n'avoir bientôt plus assez de monde à faire guillotiner, ce qui donne de la marge pour la proportion entre le produit des fabriques nationales, & leur consommation ? Il est bon de savoir, d'autre part, qu'il n'y a plus ni luxe, ni commerce,

& que l'habit Carmagnol étant composé d'un pantalon bien étroit, & d'un gilet court, cela fait une grande économie d'étoffe. Ainsi le nouveau costume républicain, auquel M. de M... dit que l'on travaille, sera sûrement calculé sur les ressources intérieures du pays, que nous croyons très-foibles. Des Décrets du mois de Juin nous apprennent qu'on a mangé presque tous les agneaux de l'année, & qu'on défend d'en manger davantage—première présomption sur la rareté des moutons: M. de M... a dit qu'on les pèse chez les agriculteurs, & qu'on en tient registre—seconde présomption: enfin, M. de M... a dit qu'on avoit converti en étoffe la laine des matelats—dernière présomption sur la rareté de la matière première des fabriques de draps.

Commerce.—L'indifférence avec laquelle il paroît que la Convention prévoit l'anéantissement total de son commerce, d'après ce que dit notre auteur, détermineroit aussi la nôtre, si le motif de ses consolations ne paroïssoit être la certitude qu'elle croit avoir,

que la perte du sien entraînera celle de celui de l'Europe entière. Elle se persuade que l'Europe aura toujours besoin de la France, au lieu qu'elle se flatte de n'avoir pas besoin des autres Nations, étant déjà accoutumée à beaucoup de privations. Voici comment cette spéculation républicaine est exprimée, d'après le dire des Jacobins.

“ La Convention laisseroit détruire ses
 “ ports, brûler ses vaisseaux, & se faisant
 “ un rempart de sa barbarie, porteroit *un*
 “ *coup mortel* au commerce de toutes les
 “ Nations, en anéantissant le sien.”

Ce n'est pas ici le lieu de faire une dissertation, & de prouver ce que tout le monde fait d'avance sur l'effet que pourroit produire dans le commerce de l'Europe, la destruction de celui de la France ; mais on peut dire, par voie d'information seulement, que les vins & les eaux-de-vie sont au nombre des objets les plus désirés par l'étranger, & les plus difficiles à remplacer. Si la Bourgogne & la Champagne sont dans la situation

tion où quelques personnes nous ont assuré que sont les provinces du midi, les Républicains ont eu déjà la charité de diminuer les regrets que pourroient avoir les étrangers à ne pas communiquer avec eux ; ils ont arraché beaucoup de vignes ; & celles qui existent, n'avoient pas encore reçu, au mois de Mai, les façons qu'il est d'usage de donner, avant cette époque, à la terre & aux cepts. Depuis bien long-temps le Gouvernement de France avoit tâché de contenir dans les provinces, l'avidité des propriétaires qui, ne consultant que les profits qui leur étoient offerts par le commerce d'exportation, convertissoient en vignobles leurs terres labourables. Le gouvernement républicain, toujours plus exécutif dans ses moyens, a fait, en un instant, ce que les Intendants pour le Roi dans les provinces, ces prétendus despotes, avoient, doucement & vainement, sollicité au nom du bien public. On a été arracher tous les plans de vigne, qui, au souvenir des acteurs de cette expédition, avoient été de leur vivant convertis en vignobles ; &, de leur autorité, ils en

ont fait de nouveau des terres labourables. Voilà une première cause pour la diminution de ce commerce ; il y en a plusieurs autres. La culture des vignes est celle qui exige le plus d'avances de la part du propriétaire. Les vendanges de 1793 les ont ruinés tous, ainsi qu'on va s'en convaincre. L'usage est de louer, pour le temps de leur durée, un certain nombre de journaliers, & de les nourrir. La disette étoit si grande à Bordeaux, & dans cette partie du midi, que les frais de la vendange ont été immenses : aussi-tôt après qu'elle fut faite, les vins, ceux qu'on appelle de luxe exceptés, ont été mis en réquisition pour le service des hôpitaux des armées, & même pour celui des armées. On les aura payés au taux du *maximum* ; mais il y a bien des propriétaires qui les auroient vendus, même au - dessous, afin de ne pas tout perdre : & quant aux vins de luxe, il n'y a pas eu de demandes. Le seul débouché qu'il y ait eu pour les vins communs, a été procuré par la levée de l'embargo, qui retenoit beaucoup de vaisseaux neutres dans le port. Les capitaines de ces vaisseaux étoient obligés de solliciter,

du Comité de Surveillance, la permission de charger une certaine quantité de tonneaux, & se trouvoient très-heureux de se débarraffer ainsi des assignats qu'ils avoient en main ; mais ce foible débouché ne peut pas être comparé à ceux d'un commerce libre & général. *

Tel étoit l'état des choses à Bordeaux. Il est impossible de se rappeler sans frémir les détails relatifs à cette ville, & au pays qui l'environne ; nous les tenons de personnes qui y étoient encore au mois d'Avril. On voyoit, dans les chemins, des femmes & des enfans arracher des herbes sauvages pour s'en nourrir ; beaucoup de payfans, manquant de forces pour travailler leurs propres vignes, restoient au lit, & disoient à leur famille gémissante : *Mes enfans, il faut mourir... Dieu le veut !* Et ces malheureux

* Nous avons de très-fortes présomptions, nous pourrions dire des certitudes, que beaucoup d'exportations se sont faites, sous des noms empruntés, au profit des Membres en pouvoir dans la Convention ; qu'ils ont fait des spéculations sur l'avantage du prix d'achat au MAXIMUM, & de la vente au prix du besoin.

François respecteroient jamais le Comité de Salut Public !.... Eux qui n'ont pas, même dans le malheur, cette consolation si douce de leur Sainte Religion, dont le culte offre, peut-être plus qu'aucune autre, à ceux qui gémissent, des ressources encourageantes pour supporter leur sort ; & qui, faisant passer par les mêmes mains les leçons de la morale évangélique, & les secours d'une charité bienfaisante, leur fait sentir, chaque jour davantage, le regret d'avoir perdu leurs anciens pasteurs. Oh ! non ; ce n'est pas là le sentiment de la nature : la Révolution pourra les faire périr ; mais ils ne la chériront jamais. L'habitant des campagnes est pur ; nous avons démontré plus haut qu'il ne peut que gémir, & qu'il est opprimé par la corruption des habitans des villes, & de ceux qui se croient appelés à remplacer les Nobles.

Nous ne finirons pas cet article sans remarquer encore une nouvelle contradiction entre les résolutions du Comité de Salut Public, & ses actions. La Convention laisseroit

détruire ses ports, & brûler ses vaisseaux, bien sûre qu'elle entraîneroit dans la perte de son commerce, la destruction de celui de l'Europe entière, &c. "Et cependant," ajoute notre auteur, "les combinaisons d'orgueil
 " qu'il connoît aux Membres du Comité
 " de Salut Public, font qu'il ne doute pas
 " que bientôt il n'y ait une nouvelle escadre
 " à la mer." Rien en effet ne peut mieux peindre l'inconséquence qui a toujours caractérisé tout ce qui est émané de ce Comité fameux ; il n'y faut chercher ni raisonnement, ni plan. Tout est passion ; Dieu veuille les concentrer, puisqu'il a permis qu'il en existât d'aussi perverses dans le territoire où elles se déploient de manière à donner de si terribles leçons à l'univers !

Nous ne releverions pas un autre article, qui est une preuve presque aussi frappante de la présomption des Jacobins, s'il n'avoit un rapport immédiat avec le commerce. Après avoir parlé des sommes énormes qu'ils ont thésaurisées, notre auteur dit (p. 49)
 " Que la France pourroit absorber la mou-

“ noie de toutes les nations, & se présenter
 “ ainsi au combat,” &c. &c. Nous concevons que cela pût plaire au Comité de Salut Public ; mais nous n'avons pas trop conçu comment cela pourroit se faire sans commerce, & avant d'avoir conquis toutes les nations, ce qui les dispenseroit alors de se présenter désormais à aucun combat.

Factions intérieures.—Mais revenons à l'examen des informations qui doivent nous faire espérer que cette conquête au moins ne sera pas universelle. Il en est une que nous ne devons qu'à l'adresse avec laquelle notre auteur a su l'obtenir, & qui, ne résultant que d'aveux involontaires, en acquiert un degré de force tout particulier ; c'est que les plus grands ennemis de la Convention sont dans son sein (p. 17). Il est satisfaisant de voir confirmer, par des aveux pareils, ce que les événemens publics faisoient déjà suffisamment connoître. Les Girondins, les Brissotins, étoient du nombre de ces dangereux ennemis ; leurs grands talens révolutionnaires, leurs savantes i-

trigues, leur férocité si constitutionnelle, tout a cédé à la supériorité de Robespierre, “ à la voix duquel la terreur prend tous les jours un ~~nouvel~~ aliment.” Ce n’étoit qu’à titre d’épreuves qu’il leur étoit permis de déployer leur effroyable savoir-faire. Robespierre y a mis un terme en les faisant guillotiner ; ce qui ne prouve pas qu’ils fussent les moins cruels, mais qu’il a été le plus adroit. En fera-t-il de même de ces ennemis qui sont encore dans la Convention ? Peut-être que non, tant qu’ils ne se feront pas factieux. C’est de ceux-là seulement que l’on peut dire qu’ils sont les vrais représentans du Peuple : comprimés par une même terreur, ils gémissent en silence sur les calamités dont ils ont le malheur d’être les premiers témoins, & la foiblesse criminelle de rester nominalelement les complices.

Que résulte-t-il donc de cette nouvelle preuve que nous acquérons, que le mécontentement existe jusqu’à l’inimitié, parmi ceux même qui étoient les premiers appelés à libérer le Peuple, si ce n’est que

cette terreur universelle ne laisse réellement rien à espérer des efforts du dedans, & que cependant les sentimens y sont presque uniformes en faveur de la restauration de la monarchie : que si dans la Convention même sont les plus grands ennemis de la République, ils ne sont pas moins nombreux, nous pouvons l'affurer, dans les Corps Administratifs, ainsi que nous l'avons déjà dit ; c'est même dans ces corps administratifs qu'il doit y avoir le plus de fatigue & de mécontentement, parce que ce sont eux qui par-tout recueillent de la première main les plaintes du Peuple sur la misère qui l'accable ; parce que c'est à eux qu'il va sans cesse demander les objets de première nécessité qui lui manquent ; qu'il les en fait responsables, & qu'il s'en vengeroit sur eux, sans la protection de la guillotine, dont le fer est nuit & jour suspendu dans les places publiques de la plupart des villes, & que l'on fait voyager ensuite, comme nous l'avons déjà dit, par-tout où elle est nécessaire.

Objets de première nécessité. — Il ne faut pas croire que la privation constante de ces objets

de première nécessité ne produise pas, sur l'esprit du peuple, un effet aussi fâcheux pour la République, que la famine elle-même, dont nous allons parler tout-à-l'heure. M. de M... nous dit que le cuir, le savon, & le suif, manquent totalement ; que les huiles, la bière, & les eaux-de-vie, sont très-rares. Que l'on se représente, pour les détails de la vie, ce que c'est que de manquer seulement de savon & de suif. Après la faim, il n'est certainement pas de besoin dont le retour, fréquemment frustré, n'entretienne un mécontentement plus durable du régime sous lequel il faut gémir pour de pareilles privations.

N'est-il pas très-essentiel de faire remarquer aux Alliés que les huiles sont une branche importante des produits du sol de la France ; que celles dites de noix, de colfat, & de lin, étoient d'un rapport au moins aussi intéressant, & plus général que les huiles d'olive du Languedoc & de la Provence. La France elle-même ne jouit déjà plus des produits de son propre sol ;

comment pourroit - elle prétendre donner des regrets à l'Europe par la perte de son commerce, puisqu'il est déjà prouvé que, dans l'intérieur même de cette contrée, il n'en existe plus pour les objets de la plus grande nécessité. La consommation de ses savons étoit fournie par ses propres fabriques, & tout le monde fait qu'elles formoient aussi une branche d'exportation considérable. Ces fabriques étoient si accréditées, que les huiles de la France ne suffisoient pas à leur débit ; elles en importoit de l'étranger. Quant à la soude, cet autre ingrédient du savon, elles étoient absolument tributaires de l'étranger, qui la leur fournissoit. Aujourd'hui, ils en sont réduits à une espèce de savon artificiel très-imparfait, & ils n'en ont pas assez pour leurs besoins.

Voilà donc, sur l'état réel de la France, des points très-importans que nous avons recueillis & exposés dans le plus grand jour. Le dépérissement de la population, la grande rareté des bestiaux, les conséquences qui en résulteront pour l'agriculture, & pour cer-

taines fabriques, telles que les cuirs & les suifs ; le danger de perdre totalement la culture des vignes & des fabriques d'eau-de-vie ; enfin, ce que nous venons de dire sur les huiles & les savons.

Famine.—On a bien raison de dire que la France ne périra pas par la famine, si, par ce mot, on entend seulement la disette des grains. Nous n'avons point à nous expliquer sur la légitimité des spéculations que peuvent se permettre réciproquement des Puissances ennemies, pour obtenir, le plus tôt possible, la fin si désirable de toute guerre. La durée de la tenue des places fortes, en cas de siège, a toujours été calculée sur les approvisionnemens : ainsi il n'étoit pas plus contraire aux règles de guerre, approuvées par les nations civilisées, de préméditer une espèce de blocus de la France entière, que cela ne l'est à l'égard des villes fortifiées. L'effet que peut produire une telle spéculation devient plus ou moins terrible, selon le degré de cruauté jusqu'auquel peut porter l'obstination de ceux qui ont à en souffrir ;

car la spéculation étant de bonne guerre, ce n'est pas sur celui qui la fait avec avantage que retombe le blâme de ce fléau, mais sur celui qui se croit en droit de calculer jusqu'où peut aller l'inhumanité, pour compenser les avantages politiques quelconques que l'on se propose d'acquérir, & quelquefois malheureusement, pour le seul appas des honneurs ; les dispensateurs de la gloire n'étant pas toujours assez justes, ou assez scrupuleux, pour mettre une grande différence entre une défense savante, mais inutile, & celle qui n'est fondée que sur une obstination barbare.

Il étoit assurément bien naturel de calculer l'effet que pourroit produire en France, contre le système républicain, un moyen qui y a si souvent été l'occasion des plus grands troubles. Cette contrée, dont le sol est si fécond, & le climat si favorable à tous les genres de productions, a cependant toujours été tributaire des nations étrangères, pour l'article de ses subsistances. Le Gouvernement, toujours doux, & toujours trompé

par la mauvaise volonté du peuple, a constamment pris pour réel, ce qui n'étoit que factice ; & plutôt que d'avoir recours à des moyens violens, il ordonnoit des achats de grains à l'étranger, pour remédier aux inconvéniens de la disette. Ce n'est pas lorsque tous les Cabinets de l'Europe délibèrent pour ainsi dire sur le champ de bataille, qu'il est à propos de rappeler ces discussions volumineuses qui ont été, pendant quarante ans, l'objet des travaux paisibles de Messieurs les économistes, dont les résultats ont toujours été de produire la rébellion. Ils prétendoient savoir, à un épis près, ce que le sol de la France produisoit de grains ; & toutes les fois que le Gouvernement s'est laissé aller à pratiquer leurs maximes, il en est résulté que ces récoltes abondantes qui devoient alimenter trois ans la France, ne la conduisoient pas d'une année à l'autre ; que par-tout le peuple s'assembloit pour crier contre la famine ; qu'il falloit faire marcher les troupes pour appaiser ces troubles, chasser un ministre, & révoquer la loi sur les grains, qu'il venoit de publier.

La spéculation de réduire la France par la famine étoit donc bonne & facile à exécuter ; mais elle n'a pas réussi jusqu'à présent, parce que jamais aucun Gouvernement n'a poussé plus loin la sévérité des moyens que le Comité de Salut Public ; parce que les visites domiciliaires, qui n'avoient jamais réussi sous l'ancien régime, attendu qu'on les regardoit comme des attentats contre la liberté des individus, ont produit un effet tout différent sous celui de la guillotine ; parce que la certitude que le Gouvernement n'avoit plus de ressources à l'étranger, a déjoué les spéculations des accapareurs, & que personne n'a plus osé l'être ; que les impôts ont été payés en nature de grains, ainsi que le prix des fermages des biens des Emigrés ; que l'on a recueilli ces grains dans des greniers publics ; que personne ne pouvoit en garder chez soi au-delà de la consommation de sa famille ; que dans les villes, on ne distribuoit de farine aux boulangers, qu'à proportion du nombre de *citoyens* qu'ils fournissoient ; qu'une armée, précédée de la guillotine, a été chercher chez les fer-

miers, l'approvisionnement de Paris ; enfin, que dans les provinces méridionales, & même du centre, telles que le Berry, l'Auvergne, la Marche, & le Limoufin, la famine a été portée aux derniers excès ; que des grains de toute espèce étoient mêlés pour faire de la farine ; que le pain étoit noir & puant ; qu'on n'en distribuoit pas plus d'une demi-livre par personne ; que dans le Périgord, province très-fertile, chaque individu en avoit eu une livre jusqu'au mois d'Avril de cette année ; que cela a excité l'indignation des Représentans du Peuple des armées des Pyrénées, qui ont fait faire les réquisitions les plus menaçantes dans cette province, quoiqu'elle soit assurément à plus de trois cents milles de l'armée ; parce que dans Bordeaux on a été quelquefois trois jours sans distribuer de pain, & que, dans quelques paroisses du Médoc, ce retard a été porté jusqu'à dix jours. Nous le savons de gens qui étoient sur les lieux, qui se demandoient, comme nous l'avons fait nous-mêmes, Comment ces malheureux faisoient pour vivre ? Les mêmes personnes

ne voyageoient pas sans porter avec elles du pain ou du biscuit, parce qu'on n'en donnoit pas dans les auberges sans des ordres de la Municipalité. Nous ajouterons au détail de ces horreurs, que les monstres qui les commettoient, étoient d'autant plus cruels, qu'ils faisoient extraire les plus belles farines pour ne vivre que de pain blanc ; que le secrétaire d'un Représentant du Peuple ayant fait servir un jour sur sa table du pain semblable à celui que l'on distribuoit dans la ville, il lui demanda s'il vouloit le faire aller à la guillotine ; qu'il l'aimeroit autant que de manger de ce pain, qui le tueroit au bout de quinze jours ; & ce Représentant est un Moine défroqué.*

On

* Ce Secrétaire, qui étoit en outre Membre du Comité de Surveillance, étoit un républicain enragé, qui avoit fait les exécutions les plus cruelles dans Bordeaux, qui avoit apparemment quelque droiture dans ses principes sangui-
naires, car il se faisoit craindre des Représentans, dont il n'étoit cependant que l'instrument. Il faisoit gémir les Nobles dans les cachots avant de les faire périr ; il pilloît les négocians qu'il faisoit conduire en prison. Enfin, une cabale se forma contre lui ; le bruit se répandit qu'il vouloit faire périr un neuvième de la ville, & il fut enfermé à son tour.

On peut donc dire que ce n'est pas la famine qui n'a pas réussi, mais que c'est la guillotine qui a prévalu ; car jamais les horreurs de ce fléau n'ont pu être portées plus loin dans les temps même qui ont fait époque dans l'histoire. C'est la famine qui a recruté les armées au-delà du produit des réquisitions : beaucoup de gens, même âgés, y ont été pour avoir droit à une livre & demie, par jour, d'un très-bon pain, qui a été fait de pur froment pendant long-temps, & auquel on a mêlé un tiers de seigle depuis le mois de Janvier, ainsi que pour avoir de la viande. Ce qui est étonnant, c'est que le Peuple puisse supporter avec autant de résignation, des calamités aussi grandes, & qu'il le puisse si long-temps. C'est une preuve que la nature étant toujours la plus forte, quand il s'agit de choisir entre la vie

jour. On forma un nouveau Comité de Surveillance ; chaque jour on s'attendoit à le voir subir le sort qu'il avoit fait éprouver à tant d'autres ; mais il se fit craindre même dans sa prison ; son procès fut différé, & nous venons d'apprendre qu'il a enfin culbuté les deux Représentans du Peuple, tous ceux qui avoient formé la cabale contre lui, & qu'il est couvert des honneurs du Jacobinisme.

& la mort, on aime mieux mourir par degrés, en espérant toujours quelque chose du lendemain, que de se livrer au tranchant de la guillotine. L'alarme sur les subsistances ayant été répandue de fort bonne heure, on a pris dès-lors les mesures de distribution dont nous avons rendu compte ; elles ont prolongé la durée d'un approvisionnement, dont on ne connoissoit pas même l'étendue. Les Corps Administratifs, avec la guillotine, & le *thrift and cruel management* *, ont produit un miracle, dont on n'auroit jamais cru que le Peuple François fût susceptible.

Quant au fond de la question sur les ressources productives de la France, nous sommes fâchés d'avoir à dire aux économistes que tout ce qui vient de se passer ne peut procurer aucune solution sur leur prétention de nourrir trois ans la France avec une seule récolte. Nous rapporterons d'abord un fait pour prouver qu'il y a toujours eu, & qu'il y aura toujours du mysté-

* Adam Smith conseille, dans les cas de mauvaises récoltes, *thrift and good management*.

rieux dans les disettes. Après six mois de ce *cruel management* dans Bordeaux, & d'une souffrance réellement au-delà de l'imagination, un Planteur de la Guadeloupe obtint un passe-port ; il lui falloit du biscuit pour sa traversée : sa femme avoit une provision de savon pour son ménage ; * elle en sacrifia une partie, & des agens obscurs procurèrent un quintal de la plus belle farine ! cela se conçoit-il ? Revenant à la question, nous allons de nouveau poser le problème tel que nous l'avons vu, pour les méditations des économistes, si toutefois il en existe encore.

La consommation des armées est si considérable, qu'elle surpasse celle des temps de paix.

Peut-elle être compensée par le dépérissement de la population, & par le *thrift and cruel managment* de l'intérieur ? Par un surplus considérable resté dans le royaume, qui est la quantité de farines qu'on expor-

* Il y a eu un moment où tous les marchés se faisoient en savon, de préférence à l'argent, que l'on craignoit de montrer, & aux assignats, dont on ne se soucioit pas.

toit aux Colonies pour leur approvisionnement ? Enfin, par les supplémens auxquels on a eu recours en convertissant en farines, des grains de toute nature & de toute qualité, & en distribuant des quantités prodigieuses de rys, qu'on a mis en réquisition pour l'usage de la Nation, chez tous les négocians ?

Mais nous ajouterons à ces compensations proposées, une considération très-importante. Si la guillotine n'a pas pu faire mettre dans la masse commune toutes les farines du royaume, combien l'ancien Gouvernement devoit-il être loin de remplir cet objet ? Toutes les disettes ont donc toujours eu quelque chose de fictif & de mal intentionné. C'est la conspiration des villages contre les villes. Eh bien, en 1790, l'Assemblée Constituante a eu peur de la disette : sous une administration encore douce & pacifique, une disette étoit un moyen politique avec lequel on menoit le Gouvernement où l'on vouloit : l'Assemblée donc, ayant peur que la disette tournât contre elle, fit ordonner des achats à l'étranger : ils furent immenses ; on ne les a cessés qu'au moment où il n'a plus été

possible d'en faire entrer le produit dans les ports. Quand nous dirons que tous ces achats avoient procuré à la France le montant d'une récolte, nous n'exagérons pas.

Avantages réels des Jacobins.—Nous pouvons nous flatter d'avoir déjà rempli une partie de notre engagement, & d'avoir rassuré les esprits, en éclaircissant les doutes que des contradictions étonnantes ne pouvoient manquer d'y laisser. Ce n'est pas en faisant disparaître les dangers, & en applanissant les difficultés, que nous prétendons rassurer, mais en montrant les choses telles qu'elles sont. Nous avons senti qu'il étoit cruel de passer sans cesse de l'espérance à la crainte, & de ne recueillir de la recherche la plus intéressante, qu'un mal-aise encore plus grand que celui dont on avoit besoin de se soulager. Nous allons, en parlant des avantages réels des Jacobins, donner les derniers exemples de ces lueurs séduisantes que l'on trouve dans l'*Etat de la France*, & de l'obscurité funeste dans laquelle on est tout-à-coup plongé. Il est dit (page 63),
 “ Quels que soient les dangers, les ressources
 “ pour les éviter sont bien plus grandes en-

“ core ; & il est plus aisé sans doute de
 “ vaincre & d’anéantir un pareil Gouverne-
 “ ment, que d’avoir à s’en préserver sans
 “ cesse.”

On est prêt, en lisant ce passage, à oublier ce que sont ces dangers, & même tout ce l’auteur en a dit dans le cours de son ouvrage. Mais ils sont très-grands, il faut en convenir ; car il ne faut pas perdre de vue que la France n’est plus un Etat civilisé, dans sa situation actuelle ; qu’il n’y a plus de force ni de volonté morales dans le Peuple ; que tous les genres de profession & de commerce sont détruits ; qu’il n’y a pas une propriété quelconque, qui ne soit entièrement à la disposition de ce qu’on appelle la Nation ; que des Commissaires de toute nature entrent dans les maisons, les uns pour requérir du linge, les autres des habits ou des souliers ; qu’après avoir disposé des chevaux de chaque particulier, on est venu requérir les selles & les brides : enfin, que pour terminer le tourment des malheureux François, un décret du mois de Mars, ou d’Avril, a mis en réquisition les murailles même des maisons

qui paroîtront susceptibles de donner du salpêtre, en sorte qu'on a le droit d'aller fouiller les caves, & fonder les murs, après avoir disposé de ce qu'il y avoit dans l'intérieur.

Le fer, chez les marchands, & même celui des balcons des maisons, est en réquisition ; le cuivre est en réquisition partout ;* & cela a donné lieu à un genre nouveau de spéculation, qui caractérise bien la barbarie. Un célèbre artiste, doreur en bronze, a monté un atelier dans Paris pour fondre les plus beaux modèles de pendules, flambeaux, candélabres, & autres ornemens de goût, dont il sépare l'or, en sorte qu'il fait son métier à rebours pour gagner sa vie : il fait mieux, car il y gagne beaucoup, & il espère vivre assez long-temps pour refaire quelque jour tout ce qu'il a défait.

Voilà donc, d'une part, les êtres de tout âge & de tout sexe, qui sont en réquisition,

* Il y a disette d'épingles !!! le laiton venant principalement d'Angleterre. Par la même raison, beaucoup de marchandises & d'outils sont hors du commerce.

ainsi que les choses, de quelque nature qu'elles soient. Outre cela, l'enthousiasme exalte un assez grand nombre de défenseurs de la République, pour que ceux qui ne le partagent pas dans les armées soient obligés de dissimuler leur dégoût. On remarque toujours la même gaieté, la même insouciance pour les fatigues, le même mépris pour les dangers dans les armées Françaises ; elles ont *une confiance en elles-mêmes*, qui les anime, comme l'a fait quelquefois celle qu'elles ont eue, dans d'autres temps, pour quelques-uns de leurs généraux. Les munitions de guerre ne paroissent pas encore leur manquer. Cependant il ne faut pas perdre de vue que ces réquisitions de toute nature indiquent que les ateliers immenses qu'ils ont montés par-tout, pour faire des habits, des chemises & des souliers, ne leur suffisent pas encore. Leurs efforts même pour extraire tout le salpêtre du royaume, prouvent qu'il est devenu rare ; & M. de M... dit qu'il n'est pas de bonne qualité. Quant aux subsistances, il ne faut plus calculer sur leur rareté, du moins pour un temps : la possession du Brabant, & une nou-

velle récolte, sont de bien fortes avances pour des gens qui savent ainsi tout mettre à profit, sans avoir à s'inquiéter de l'avenir.

Nous ajouterons à ces positions une observation digne de quelque attention, & elle mettra en lumière le plus grand avantage des Jacobins ; c'est l'unité de principe & d'intérêt dans la disposition des forces. On demandera comment une telle chose peut exister au sein de l'anarchie ? Mais cette anarchie n'est pas, comme celle dont on a communément l'idée, l'effet de l'affoiblissement d'un pouvoir légitime ; ce n'est pas une usurpation faite sur le Souverain, mais un présent du Souverain lui-même, parce qu'elle convient à sa puissance. C'est une anarchie préméditée, qui consiste à multiplier les moyens de se vexer les uns les autres au nom du patriotisme ; à entretenir les esprits dans une agitation perpétuelle, en fomentant la défiance sous les formes extérieures de l'amitié fraternelle, & en abandonnant successivement l'usage de la guillotine aux chefs de ces différentes petites

factious opposées, qui sont les élémens naturels de la grande conspiration ; c'est un compromis tacite entre les chefs des Jacobins & leurs sectaires, par lequel ceux-ci promettent zèle aveugle dans l'exécution de tous les ordres quelconques qui émaneront des chefs, moyennant que cette portion d'autorité qui flatte leur orgueil & sert leurs passions, leur soit abandonnée. Voilà le secret de tous les miracles que les Jacobins opèrent ; mais qu'on ne perde pas de vue que les choses surnaturelles ne peuvent pas durer. Robespierre a donc à sa disposition des forces considérables, bien zélées, & il les dirige vers un seul but : son conseil est le même depuis près de trois années ; il est composé de gens qui lui sont moins personnellement dévoués, qu'ils ne sont obstinés à faire triompher leur plan, qui est le fruit d'une méditation constante & d'un fond de lumières très-considérable dans l'art de la guerre * : leur attention n'est partagée par aucun autre soin ; ils ne s'inquiètent

* On s'étonne ! mais nous en avons les preuves.

ni des finances, ni de la paix publique : des assignats & la guillotine ont bientôt mis ces objets au courant, & le reste de leur temps est consacré à s'occuper de l'Europe. Ainsi la France peut être représentée par un corps qui agit dans le sens direct d'une forte impulsion. Les Alliés au contraire ont été, jusqu'à présent, composés de principes divergens, & n'ont jamais senti la nécessité de se réunir à cette unité de vues & d'action qui fait la force : la masse qu'ils auroient formée alors, auroit été composée d'élémens bien supérieurs à ceux des François, ceux-ci n'étant pas à leur comparer, dans l'origine de la guerre, pour la tactique. Un seul Conseil alors auroit pu être le dépositaire des intérêts de tous les Alliés !....

Voilà tous les dangers que nous avons à considérer, & nous ne voyons pas qu'il y ait lieu de s'en effrayer. Les Alliés ont des avantages plus solides, plus réels, plus durables ; moins actifs, à raison de ce qu'ils sentent plus certains ; & certainement beaucoup de lumières dans tous les genres. Si tous

ces rayons pouvoient se réunir dans un seul foyer, nous aurions moins d'efforts à faire pour rassurer les esprits , qui, sans doute, auront été émus en lisant, dans M. de M... *qu'il faut que les succès des Alliés soient remportés cette année.*

Nouveau Gouvernement.—“ Car il est à
 “ craindre,” dit - il, “ que le Comité de
 “ Salut Public n'ait donné, à cette époque,
 “ une nouvelle forme de gouvernement à
 “ la France, & que Robespierre n'en soit
 “ le chef inamovible.” On ne peut pas
 mettre l'épée dans les reins, d'une ma-
 nière plus persécutante & plus vive. Nous
 renvoyons à l'ouvrage même ceux qui
 feront curieux de savoir ce que c'est que ce
 plan de gouvernement, conçu, dit M. de
 M..., il y a sept mois, & qui commence à
 s'exécuter depuis quatre. Nous nous con-
 tenterons, pour toute réponse, de faire ob-
 server aux lecteurs, que c'est encore une con-
 tradiction dans les dispositions du Peuple.
 On a vu, plus haut, que Robespierre seroit
 guillotiné, lui & le Comité de Salut Public,
 que les choses n'en iroient pas moins leur

train, parce que l'esprit révolutionnaire a donné la force au sans-culottisme ; & voici que le Peuple laissera Robespierre s'ériger en chef inamovible !.... Comment donc le Peuple laisseroit-il Robespierre s'ériger en chef inamovible, ce qui est assurément la chose la plus opposée à l'esprit révolutionnaire ?

On met donc les Alliés dans l'alternative de vaincre cette année la République, ou de voir un nouveau gouvernement s'établir en France. Mais après tout, cette menace est-elle donc si grande ? Qu'importe aux Alliés qu'il y ait en France un gouvernement quelconque, dès qu'il n'est pas le seul légitime qu'ils puissent reconnoître ? Celui dont il s'agit est si absurde, que nous n'en parlons que pour avertir les lecteurs qu'une imagination agitée par le malheur pourroit empêcher de discuter de sang-froid. Il est démontré que la masse du Peuple ne peut rien ; & jusques-là, il est très-vrai de dire qu'elle souffrira tout de Robespierre : mais nous avons, dès le commencement de cet ouvrage, établi la distinction, du peuple,

& de l'armée. Elle trouve encore ici son application: des armées républicaines ne permettront jamais à Robespierre de se faire Dictateur, avant que ce qui leur est promis ne leur soit accordé. Ce nouveau Gouvernement seroit donc plutôt favorable aux Alliés qu'à Robespierre, parce qu'une pareille déclaration mettroit contre lui les armées, qui sont aujourd'hui celles de la République, combattant pour elle au dehors, dans l'espérance de recevoir des terres pour récompense, & qui, dans l'intérieur, partagent avec Robespierre le plaisir de tyranniser le peuple. Cependant on dit que Robespierre veut consolider sa puissance, & que, pour y réussir, il se propose de forcer les Alliés à faire la paix; (p. 63) " c'est alors qu'il
 " employera tous les moyens de clémence,
 " de propriété, & de repos; & *qu'il étendra*
 " jusqu'aux extrémités du globe, les prin-
 " cipes qui l'auront fondée."

Les Alliés feroient la paix, pour laisser le loisir à Robespierre d'étendre ses principes jusqu'aux extrémités du globe! lui qui a

dit, (page 58) “ La République Française
 “ périra, ou les Monarchies & les Gou-
 “ vernemens de l’Europe finiront avec le
 “ siècle ! ” *Ce seroit, comme le dit M. de*
M..., un attentat contre l’ordre social, &
 nous en regardons l’idée comme chimérique.
 Mais ce que nous ne pensons pas avec lui,
 c’est qu’il faille désespérer de rien dans
 le cas où cette paix ne se feroit pas cette
 année, c’est-à-dire, dans le cas où la Répu-
 blique ne finiroit pas cette campagne.

R É S U M É.

Après avoir considéré, dans la première
 partie de cette discussion, les résultats que
 le Public pouvoit tirer des différens rapports
 qui lui ont été communiqués sur ce que
 nous avons appelé *les Ressources de l’Inté-*
rieur, & avoir démontré que, parmi beau-
 coup de contradictions, il y avoit cependant
 des vérités qui restent ; que ces vérités sont
 la lassitude & le dégoût du Peuple François ;
 l’impossibilité dans laquelle il est de rien
 faire en faveur des Alliés ; les inquiétudes de
 Robespierre sur une nouvelle campagne ;
 ses intrigues dans les parties de l’Europe

où il peut avoir quelque accès ; le fanatisme qu'il entretient dans les clubs & dans les armées ; &, en général, l'activité de ses moyens fondés sur le désespoir ; nous avons considéré, dans la seconde, que nous avons appelée *l'Etat de l'Intérieur*, tout ce qui offre des résultats indépendans de l'opinion des hommes, lesquels sont conséquemment moins sujets à erreur. De ce genre sont le dépérissement de la population ; celui des bestiaux & de l'agriculture ; l'interruption des fabriques & du commerce de l'intérieur. *

Nous

* Ceci répond à une partie d'un discours éloquent, prononcé dans la Chambre des Pairs, où il est dit, " Que
 " la guerre actuelle n'est pas semblable à celles que l'on
 " fait aux nations civilisées ; mais que l'on a affaire avec
 " un *essaim intarissable* d'hommes en délire, avec une
 " nation très-peuplée, pourvue de toutes les ressources de
 " la guerre ; une race qui ne combat pas seulement pour
 " la victoire, mais qui emploie le feu, le tranchant, & le
 " poison de ses doctrines pernicieuses, dans la vue de
 " bouleverser tout l'édifice social de l'Allemagne." Ah !
 Monsieur le Marquis ! si l'on savoit à Paris que c'est ainsi
 que vous parlez de la doctrine par excellence, on ne vous
 seroit pas l'honneur de traduire vos discours sur la paix,
 & de les lire dans les temples de la raison, au lieu des instructions évangéliques, qui sont désormais supprimées.

Nous avons parlé sans exagération, sans partialité ; & ce que nous avons dit ne fera certainement pencher aucune des Puissances Alliés en faveur de la paix. La morale des Jacobins est connue de tous les Souverains de l'Europe. *Guerre aux Tyrans ! République Universelle !* Si les Puissances qui ont des troupes à leurs ordres, ne les emploient pas toutes à consommer la ruine de ce système, ces mêmes troupes aideront, tôt ou tard, les Jacobins à le faire prévaloir dans le sein même de leur empire. Un Ministre a demandé, dans la Chambre Haute du Parlement d'Angleterre, “ si l'on croyoit que la
 “ Nation préférât des réquisitions forcées,
 “ au subside qu'il s'agissoit de voter pour
 “ employer les troupes de la Prusse ? ” Nous demanderons à tous les peuples qui voient l'exemple de la France, “ s'ils n'aimeroient
 “ pas mieux les réquisitions, qu'un régime
 “ aussi destructeur ? ” Voter la guerre, & la voter sans que les Alliés se séparent, est donc une opinion que l'on ne peut attribuer à aucun sentiment d'égoïsme, c'est une opinion que chaque Allié doit avoir pour sa

propre sûreté, sans considérer en aucune manière que d'autres intérêts politiques pourroient l'appeler ailleurs, soit par un motif direct, soit par d'autres raisons qu'il est inutile de développer. On peut être *alliés*, sans être *amis* : un intérêt politique commun fait que, dans ce cas, l'alliance est forcée ; mais cet intérêt peut être fort étranger aux rapports qui déterminent les traités d'amitié & de protection mutuelles. Cet intérêt momentané doit suspendre toute autre inimitié ; car la première chose à faire est de repousser le danger le plus imminent. La nature de la guerre est donc la première chose à considérer ; & quant aux indemnités, elles dépendent très-certainement aussi de la nature de la guerre ; &, en second lieu, des ressources de l'ennemi sur lequel on les prend.

Nous avons eu l'occasion, dans le cours de cet ouvrage, de témoigner notre surprise sur le conseil que l'on osoit donner aux Alliés de s'écarter, dans cette guerre, des règles ordinaires pratiquées par les grands

généraux, & de la méthode anciennement usitée. Les leçons sont faites sur la manière dont il faut combattre les Républicains, & nous ne nous permettrons pas de hasarder aucune opinion sur ce sujet : mais nous allons proposer quelques apperçus sur le but de cette guerre. Nous n'avons malheureusement pas sous les yeux les ouvrages qui pourroient nous fournir les moyens d'appuyer notre sentiment par des autorités, & même de l'appliquer plus pertinemment à la situation actuelle des Alliés. Des raisonnemens justes portent avec eux-mêmes une autorité suffisante, & c'est dans l'espérance qu'ils paroîtront tels que nous osons les produire.

Le but de la guerre, c'est la victoire ; & celui de la victoire est la conquête. Montesquieu, en s'exprimant ainsi, n'a pas déterminé tout ce que l'on peut en endre par la conquête. L'histoire fournit beaucoup d'exemples de guerres & de victoires, après lesquelles on auroit pu se demander : Où est donc la conquête, si, par ce mot,

il ne falloit entendre que l'acquisition d'une nouvelle étendue de terrain, & de quelques places fortes ? Un droit contesté peut être l'objet de la conquête ; & celui de rester le maître chez soi n'en est pas une à dédaigner.

Si nous cherchons, dans la guerre actuelle, quel est le but de la conquête, nous ne présumons pas qu'il ait pu changer depuis son commencement, que nous datons de l'époque de la Déclaration de Pilnitz. Ce n'étoit pas la conquête de la France dont il s'agissoit alors, mais celle d'un système destructeur que l'on vouloit faire prévaloir dans toute l'Europe, par tous les moyens de ruse, de perfidie, & de scélératesse. Ce n'est qu'après cette Déclaration que le Brabant a été envahi ; que la Hollande a été attaquée par les usurpateurs du Gouvernement de France, propagateurs de ce système. Cette conduite de leur part confirmoit la légitimité des motifs qui avoient uni l'Empereur & le Roi de Prusse. L'Angleterre, entraînée dans cette guerre par ses traités avec la Hollande, puis

ensuite par une Déclaration formelle qui lui a été faite, n'a pas pu changer la nature de ces mêmes motifs. On n'a cessé de dire dans les deux Chambres du Parlement, que le but de la guerre étoit l'anéantissement de ce système destructeur. Si tel est le but de la guerre, tel est celui de la conquête ; & les dangers de l'Europe prouvent assez qu'il faut borner sa gloire à acquérir quelque sûreté chez soi.

Voilà donc la nature de la guerre déterminée ; c'est une guerre de SURETÉ, & non pas une guerre d'ENVAHISSEMENT.

Nous allons maintenant parler des indemnités. Ce ne pourroit être qu'en considération de ces indemnités que les Alliés, se méprenant sur la nature de la guerre, auroient pu se conduire de manière à laisser des doutes sur leurs véritables sentimens. Il est singulier de voir avec quelle adresse les Jacobins en ont su profiter, à une époque bien moins avancée de la guerre. Ils faisoient ainsi tourner à leur profit un sentiment naturel à

la nation Françoisse, (quoique la contrainte l'ait cruellement étouffé,) celui de son attachement à ses Princes *, qui l'occupe bien plus que la crainte d'une division chimérique de son territoire.

Il est réellement très-embarrassant d'avoir à s'expliquer sur la situation de l'Europe : quelle que soit la nation à laquelle appartient celui qui ose élever la voix, il peut craindre que ses expressions ne soient taxées de partialité ; il peut soupçonner aussi qu'il ne rencontrera pas par-tout des juges exempts de préjugés. Où donc sera la vérité ? Cette défiance mutuelle devrait enfin déterminer tout le monde à la chercher où elle a toujours été ; en elle-même.

Nous venons de déterminer la nature de la guerre ; montrons quel est l'ennemi qu'il faut détruire. Est-ce la France qui est l'ennemie des Alliés ? Dans quel sens peut-

* Il y a bien peu de paysans qui n'aient acheté & caché un portrait du Roi, & une copie de son testament.

on dire que cela soit ? Dans le même où l'on pourroit dire que les Anglois qui composent les Sociétés Correspondantes, dénoncées au Parlement le 12 Mai dernier, sont les ennemis de l'Angleterre. Nous allons supposer que les membres qui les composent soient convaincus, jugés, & leurs biens confisqués. Ensuite nous supposerons que les François soient vaincus & à la merci des Alliés : quels biens pourra-t-on confisquer sur eux ? Ceux des Princes François & des Emigrés * de toutes les classes, dont ils ont

* Nous savons qu'on a blâmé l'émigration : ce n'est pas le lieu de développer toutes les circonstances qui l'ont rendue nécessaire ; mais si quelque chose doit suppléer à ces preuves en ce moment, c'est le sort qu'on a fait éprouver, depuis, à tant de respectables & innocentes victimes, qui, se reposant sur la foi des Décrets de la Convention, & les observant en silence, ont trouvé, dans leur soumission même, la source de leur déplorable infortune. D'ailleurs, pour répondre à tout ce qui pourroit être dit contre l'émigration, & faire une condamnation sans réplique des crimes que les Jacobins ont commis dans la personne de tant d'êtres de l'un & de l'autre sexe, il faut se rappeler un discours de Robespierre lui même, dans lequel il dit " que les Emigrés n'ont influé en rien sur la conduite des Alliés, ni sur leurs déterminations : " ceci détruit ce qu'a dit un des Orateurs les plus distingués de l'Opposition, dans la Chambre des

envahi les propriétés, & qui composent la presque totalité du territoire de la France.

La réintégration dans leurs biens pourroit-elle donc être refusée à ceux qui non-seulement, d'après la nature de la guerre, ont fait cause commune avec les Alliés, mais même, qui n'ont cessé de leur offrir leurs services, & à l'égard desquels, lorsqu'ils ont été acceptés, on ne peut malheureusement pas dire que les dangers de la guerre aient été pareils ?

Quant à la souveraineté, nous avouons que le respect avec lequel notre position nous a toujours mis dans le devoir de nous exprimer sur les Cours de l'Europe, nous imposeroit silence en ce moment, si ce même sentiment ne nous déterminoit à essayer de

Communes, " que c'étoit la conduite des Alliés qui avoit " produit tant de cruautés." Ce discours de Robespierre est dans le Moniteur, & des milliers de François ont péri sur l'échafaud, depuis qu'il a été prononcé & oublié, pour de prétendues correspondances avec les Emigrés !

de désabuser ceux qui ont quelques doutes à l'égard de sa restauration. Le Roi & les augustes Princes de son sang, dans les mains desquels repose le Gouvernement, ne peuvent certainement pas, dans cette occasion, être considérés comme les ennemis d'aucuns des Alliés ; la Déclaration de Pilnitz, déjà citée, leur est un gage du contraire. Les Alliés, sans distinction, ont reconnu qu'ils ne pouvoient traiter avec la République. Avec qui traiteroient-ils donc, si ce n'étoit avec le jeune Roi, que tous nos vœux exposeroient peut-être à de plus grands dangers que notre silence ? On doit donc regarder la Restauration des Princes de la Maison de Bourbon comme le seul gage d'une paix durable, & le seul garant de la continuité du paiement des indemnités qu'il plaira aux Alliés de fixer.

Nous avons établi plus haut qu'elles devoient être déterminées selon les ressources de l'ennemi commun. Dans une situation qui n'est pas sans exemple, les indemnités se proposent, & l'ennemi les accepte, ou les

refuse, selon que ses forces le lui permettent encore. Mais chaque chose qui a rapport avec la Révolution Française est si neuve, & si extraordinaire, qu'on ne peut se régler sur rien. Les Alliés faisant la Restauration d'un Roi sans armée, peuvent lui imposer toutes les conditions qu'il leur plaira ; & c'est à cet égard qu'il dépend d'eux seuls de s'acquérir un degré de gloire non commune. En dire davantage sur cet article, & faire plus que d'exprimer le vœu sincère que ce règlement des indemnités ne soit pas l'occasion d'une nouvelle guerre, ou peut-être de la prolongation de celle-ci, seroit aller au-delà du but que nous nous sommes proposé dans cet ouvrage.

Il n'appartient qu'au vrai courage d'envisager les dangers sans les exagérer, & de calculer avec prudence les ressources probables de l'un & de l'autre côté. Les exemples de ce vrai courage sont moins rares parmi les hommes, que ceux d'une parfaite sagesse dans les délibérations. Il faut en ce moment que les Puissances Alliées réunissent

ces deux qualités, & que la considération de leur bonheur futur leur inspire à la fois la persévérance dans leur entreprise, & la modération dans son objet.

Il ne nous reste plus qu'à solliciter l'indulgence du Public, pour l'avoir occupé si long-temps d'un ouvrage, dont l'auteur se méprendroit infiniment, s'il croyoit que nous en eussions manqué à son égard : il auroit fallu qu'il se donnât plus de temps pour accompagner ses détails de résultats plus positifs. Nous n'avons pas dit comme lui que la conquête fût facile, en rapportant des faits qui pouvoient le faire présumer impossible ; & nous n'avons pas donné à penser qu'elle ne se feroit jamais, si elle n'avoit pas lieu cette année. N'écrivant pour aucune nation, ni pour aucune classe d'hommes ; ignorant presque les prétentions qui divisent dans ce monde les empires & les individus, nous avons cédé à un penchant, plutôt que nous n'avons cru remplir un devoir ; car ni l'ouvrage de M. de M..., ni celui-ci, n'apprendront rien de neuf aux

Alliés sur la situation de la France. Nous avons suivi avec attention les débats des deux Chambres du Parlement d'Angleterre : ceux même qui se seroient contentés de lire le Discours de Lord Mornington, auroient vu que ce pays est très-bien informé ; & qu'il a des bases d'après lesquelles il peut juger les nouvelles informations qu'on lui donne. Si nous n'avons pas la consolation de pouvoir présenter aux Emigrés gémissans un terme plus rapproché de la cessation de leurs tourmens, du moins nous leur avons fourni tous les résultats désirables pour encourager leurs espérances.

En nous exprimant sur le but de cette guerre, & en présentant aux Alliés l'aperçu de ce qu'il seroit à désirer qu'ils pussent faire pour espérer une paix durable, nous leur avons offert un genre de bonheur qui sera désormais inconnu à la génération Française, qui a souffert de cette Révolution. S'il nous étoit permis d'envisager, pour un moment, ce tableau de la paix future qui doit enfin calmer l'Europe, & faire disparaître, du

moins pour quelque temps (puisque l'expérience défend d'espérer que ce soit pour toujours), toutes ces scènes de sang qui l'inondent de toute part, nous éprouverions une véritable allégresse en voyant chez toutes les Puissances belligérantes, les larmes accordées aux victimes de la guerre, séchées du moins par l'idée de la victoire, & les familles se consolant de leur deuil par la vue des trophées. Mais si nous tournons nos regards vers la France, quelle douloureuse perspective nous fait presque reculer d'effroi ! Le courage manquera davantage, alors que les périls seront cessés. Des étrangers même, ceux que des vertus bienfaisantes ont porté à compatir aux maux des Emigrés dans leur exil, se refuseroient à les accompagner au moment où ils remettront en sûreté les pieds sur leur terre natale. Il est des souffrances qu'une hospitalité compatissante peut entreprendre de calmer ; mais quel courage de sensibilité ne faudroit-il pas avoir pour reconduire ainsi des amis, acquis dans le malheur, sur un sol où la plupart cherchent en vain le toit sous lequel ils étoient

nés. Ils demanderont du moins ce qu'est devenu le chef de leur famille, trop âgé pour fuir avec eux... ? hélas ! il ne sera plus ! Tous les liens qui font aimer l'existence ; les charmes de la vie domestique, qui sont, dans les âmes bien nées, la source des plus brillantes vertus... tout sera détruit pour eux. Anéantis par le sentiment d'un vide aussi mortel, étrangers dans leurs propres habitations, ils douteront, pendant le reste de leurs jours, s'ils sont en effet rentrés dans leur patrie !..... Du sein de quel abyme s'élèvera donc le Monarque qui doit régner sur cette terre désolée ? Quel qu'il soit, hélas ! ses sujets rassemblés autour de lui ne présentent que le lugubre aspect d'une pompe funèbre immense. Épuisés par tous les revers que fait connoître l'adversité, ils se réuniront autour des illustres débris de la Famille Royale, pour pleurer en commun sur des infortunes plus grandes encore que les leurs, & toujours plus vivement senties que celles qui leur étoient personnelles. Mais en vain le jeune Monarque chercheroit-il des Magistrats pour l'assister dans ses con-

seils, & pour rendre la justice ; en vain chercheroit-il des administrateurs pour faire exécuter ses ordonnances, & des financiers pour imprimer un premier mouvement à la circulation du revenu public. Les monstres usurpateurs de son pouvoir n'ont promis que des cendres & des ruines, pour le moment auquel il leur seroit arraché des mains ! L'exécution fatale de leurs menaces furieuses est la preuve du danger dont ils sentent les prochaines atteintes. Puisse cet effrayant tableau faire voir à toutes les Puissances alliées ce qu'ils ont à redouter pour elles-mêmes, si leurs efforts se ralentissent ; & leur inspirer, dans le moment de la victoire, des sentimens de justice & de modération, qui les honorent dans l'estime de la postérité !

F I N.

E R R A T A.

Page 5, ligne 15, seroit, lisez se voit.

— 31, — 25, n'ayant pas, lisez n'ayant à balancer
qu'entre, &c.

